

Catégorie : Réglementation temporaire de stationnement et d'occupation du Domaine Public

ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT, DE CIRCULATION ET D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Opération de maintenance sur antenne GSM
1-3 rue Saint-Martin et au 13 Avenue de Stalingrad

Le Maire de la Ville d'Achères,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales article L 2213-2.,

VU le Code de la Route en vigueur et notamment ses articles R- 411 sur les pouvoirs de police de circulation, R-417 sur les arrêts et stationnements et R- 325 sur les immobilisations et mises en fourrière,

VU le règlement de voirie,

VU la demande du 5 décembre 2025, de la société AUTAA ZI rue Denis Papin, 77390 Verneuil l'Étang afin d'effectuer une maintenance sur antenne GSM au 1-3 rue Saint-Martin et au 13 Avenue de Stalingrad à Achères (78260)

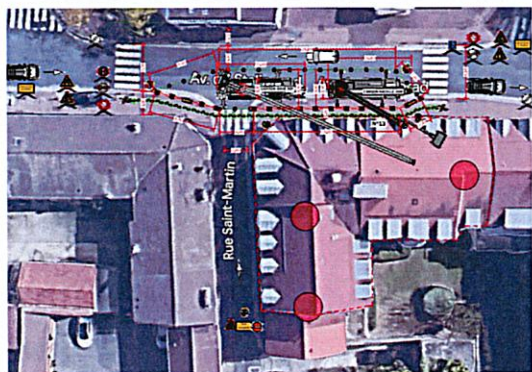
CONSIDÉRANT qu'il y est nécessaire de prendre des mesures de sécurité.

ARRÊTÉ

Article 1 : Description des travaux :

Le Lundi 12 janvier 2026 de 9h à 18h, le demandeur est autorisé à mettre en place et à stationner un camion grue et un camion nacelle sur ½ chaussée et trottoir au droit du n°13 avenue Stalingrad et du 1-3 rue Saint-Martin (rue barrée).

Le demandeur est également autorisé à neutraliser une place de stationnement au droit du n°1 rue Saint-Martin, et à fermer la rue Saint-Martin et donc créer une déviation de circulation, afin de procéder aux travaux de maintenance sur une antenne GSM au droit du 1-3 rue Saint-Martin et au 13, avenue de Stalingrad à Achères. (voir photo ci-dessous)



Article 2 : Prescriptions particulières :

Le demandeur est autorisé à occuper le domaine public, à charge pour lui de se conformer aux prescriptions des articles suivants :

- Le libre passage de 3,50 m devra être respecté pour les véhicules de secours, de police, les services municipaux et les collectes d'ordures.
- La libre circulation des piétons devra être déviée sur le trottoir d'en face et toutes les dispositions seront prises pour assurer leur sécurité et éviter les accidents.
- Le chantier devra être éclairé, afin de signaler sa présence de jour comme de nuit.
- Le présent arrêté devra être affiché 48 h avant tout démarrage des travaux et sur le ou les lieux des travaux durant la durée d'exécution de ceux-ci.

Article 3 : Dispositif de sécurité :

- Le demandeur mettra en place la signalisation de panneaux réglementaire concernant le barrage de rue ainsi que la neutralisation du stationnement,
- Toutes précautions seront prises pour éviter la chute de matériaux sur la voie publique. S'il y a lieu, suivant la nature des travaux à effectuer,
- Les circulations voitures et piétones seront constamment maintenues en toute sécurité, aussi, pendant les opérations de dépose, de chargement et d'enlèvement, afin d'éviter des accidents.
- Maintien du cheminement piéton sur le trottoir, gestion par homme trafic pour permettre la circulation des piétons en toute sécurité, et afin d'éviter les accidents.

Article 4 : Stationnement :

Le stationnement sera interdit dans la zone de travaux. Le stationnement de tous véhicules sera considéré comme gênant. Il pourra être procédé à l'enlèvement et à la mise en fourrière des véhicules dans les conditions définies par le Code de la Route en vigueur.

Article 5 : Conditions générales d'occupation du domaine public :

L'autorisation est accordée sous réserve des conditions suivantes :

- L'autorisation est donnée à titre précaire et révocable.
- Préservation de la sécurité de l'intérêt public.
- Obligation de supporter les indemnités de gêne.
- Obligation d'entretenir en bon état les ouvrages autorisés décrits dans l'article 3.
- Obligation de remise des lieux en l'état initial.

Article 6 : Conditions financières :

L'occupation du domaine public, la 1ère semaine de dépôt est gratuite. Au-delà, la redevance hebdomadaire est conforme à la décision du Conseil Municipal.

Cette redevance est délibérée, chaque année, en Conseil Municipal. Toute semaine entamée est due. Il convient au demandeur d'informer les services techniques de toute modification.

Article 7 :

Le non-respect d'une des clauses des articles du présent arrêté entraînera la suspension immédiate des travaux.

Article 8 :

Les services de police devront prendre toutes les mesures nécessaires quant à la bonne exécution de cet arrêté.

Article 9 :

La direction générale des services, la police municipale, la direction des services techniques de la ville d'Achères ainsi que le commissariat de police de Conflans-Sainte-Honorine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cet arrêté bénéficie d'un délai de recours de **deux mois** et tout litige pourra être porté auprès du "Tribunal Administratif de Versailles.

Fait à Achères, le **17 DEC. 2025**

Pour le Maire et par Délégation,
Le Maire Adjoint Chargé de l'Entretien du patrimoine,
des Travaux, de la Voirie et de la Propreté
Daniel GIRAUD



Transmis à :

Police Municipale
Sdis d'Achères
Police Municipale
GPSEO
LACROIX SAVAC
Société AUTAA